

*Prolongation des heures de séance*

Toutefois, nous ne sacrifions pas les agriculteurs du Canada simplement pour que les députés puissent prendre des vacances. J'espère être assez clair. J'ai fait mon possible pour que le gouvernement reconnaisse la nécessité de scinder le projet de loi C-155 dont nous sommes saisis. Au nom de mon groupe parlementaire, j'ai offert toute ma collaboration pour hâter l'étude de ces divers projets que le gouvernement propose. Mais le gouvernement est déterminé à nous faire avaler une modification au tarif du Nid-de-Corbeau. Par contre, nous sommes également déterminés à ne pas nous laisser faire. Sur ce point, il n'y a rien à faire.

Le gouvernement sait parfaitement que si cette modification au tarif du Pas du Nid-de-Corbeau franchit l'étape de la deuxième lecture, elle franchira celle du comité à la vitesse de la lumière, car les gouvernementaux diront «D'accord, d'accord». Elle reviendra à la Chambre, où le gouvernement proposera une attribution de temps et la fera adopter en deux temps trois mouvements. Nous le savons bien, depuis le temps que nous travaillons sous le gouvernement actuel.

Je prie les conservateurs de ne pas se laisser influencer par toutes ces promesses gouvernementales de permettre aux agriculteurs de l'Ouest de se faire entendre. Ne succombez pas au chant de sirènes du gouvernement et de son leader parlementaire. Ce que le gouvernement a en tête, c'est d'infliger ce coup bas non seulement aux agriculteurs que nous représentons, mais aussi, croyez-le ou non, à ceux que les conservateurs représentent. Il serait grand temps qu'ils le comprennent. Il serait grand temps qu'ils fassent front, qu'ils déclarent carrément: «Non, les agriculteurs de l'Ouest n'ont pas les moyens de supporter cette charge supplémentaire». Il est grand temps que les conservateurs interviennent dans le combat, qu'ils fassent comprendre au gouvernement que ces changements au tarif du Pas du Nid-de-Corbeau vont à toutes fins pratiques empêcher les agriculteurs de l'Ouest d'intervenir sur les marchés mondiaux, sur lesquels ils comptent pour survivre. En fait, ces modifications que le gouvernement propose vont imposer un fardeau terrible à l'économie de l'Ouest.

Je dis donc aux députés conservateurs, aux trois qui sont ici, que je n'ai jamais compris comment il se fait que leur parti ait pu plier si vite devant le gouvernement sur cette question. Comme le dit mon collègue, même leur nouveau chef est en faveur des changements au tarif du Pas du Nid-de-Corbeau, je pense. Cela nous en dit long sur ses priorités.

Je dirai donc aux députés conservateurs qu'ils ont tort de compter que le gouvernement va procéder correctement. Le parti libéral n'a jamais compris l'Ouest. Ce n'est pas maintenant qu'il va commencer. Donc, comment peut-il réduire à sa merci l'économie des provinces des Prairies avec une précipitation presque révoltante?

● (1610)

Ce n'est pas parce que nous ne voulons pas travailler et étudier le projet de loi dont nous sommes saisis que nous nous opposons au prolongement des heures. C'est plutôt parce que

nous ne voulons pas faciliter la tâche au gouvernement qui désire faire adopter immédiatement le projet de loi portant sur des augmentations exorbitantes au tarif du Pas du Nid-de-Corbeau. Nous ne voulons pas que ce projet de loi entre en vigueur. Nous voulons nous assurer que l'on puisse réfléchir sérieusement à cette question dans tout le pays. En retardant ce projet de loi à la Chambre des communes, nous voulons nous assurer que les agriculteurs de l'Ouest, et leurs alliés, auront le temps voulu pour s'adresser aux députés de la majorité lorsqu'ils retourneront dans leur circonscription. Ils seront alors difficile à rejoindre, et nous voulons faire en sorte que les céréaliers de l'Ouest et les autres intéressés par cette question puissent rejoindre les ministériels et les députés conservateurs, afin qu'ils acceptent le fait qu'un tiers de ce projet de loi dont nous parlons augmentera énormément le fardeau des agriculteurs de l'Ouest et que ces modifications ne devraient pas entrer en vigueur, car elles sont inutiles.

Je sais que monsieur le Président étudie ces questions. Vous savez comme moi que tous les pays que nous concurrençons pour la vente de céréales subventionnent leurs céréaliers. Il n'y a que quelques mois que nous avons appris que l'Argentine avait, sauf erreur, décidé de subventionner entièrement le transport des céréales jusqu'aux ports d'exportation. Elle a pris cette décision, afin de réduire ses prix et de vendre moins cher que les Canadiens. Il est insensé que l'Argentine procède ainsi et que les États-Unis versent d'énormes subventions à leurs céréaliers et que le Canada, s'apprête, pour sa part, à augmenter les coûts des agriculteurs qui ont déjà bien des difficultés à être compétitifs. De ce fait, il faut empêcher l'adoption de cette mesure et ce, par tous les moyens possibles.

Je demande aux conservateurs, pour l'amour de Dieu, de prendre leur courage à deux mains et de nous aider à empêcher l'adoption de cette mesure qui détruira l'âme même de l'Ouest. Je ne peux y croire. Quoi qu'il en soit, je répète que nous ne voulons pas que les heures soient prolongées—et j'ai appuyé la motion du leader parlementaire de l'opposition—à d'autres fins que pour étudier de nouveaux projets de loi présentés par le gouvernement.

Je le répète au gouvernement, avec une certaine agitation, car je sais ce que cela représente, nous allons nous employer par tous les moyens à faire obstacle aux modifications au tarif du Nid-de-Corbeau, parce qu'elles sont mauvaises. Nous allons faire tout ce que nous devons pour qu'elles ne prennent jamais force de loi. S'il faut pour cela siéger durant tout le mois de juillet, durant tout le mois d'août, nous le ferons. S'il faut siéger jusqu'à minuit, nous y sommes prêts. S'il faut retenir les députés ministériels ici jusqu'en septembre, octobre ou novembre, jusqu'à ce que les agriculteurs aient réussi à leur prouver à quel point ils font fausse route, nous y sommes prêts. J'assure à la Chambre qu'il faudra que tous les libéraux soient ici, chacun d'entre eux, s'ils veulent que le gouvernement obtienne ce qu'il veut et atteigne ses objectifs mal inspirés.